



AMBASSADE DE SUISSE  
AU PAKISTAN

Islamabad,  
~~KARACHI~~, le 6 mars 1969.

Réf.: 052.4.- SM/lm

Division des affaires administratives  
Département politique fédéral

B e r n e

Agence consulaire  
Pakistan de l'Est

en	KJ	BF	CR	CV			2/2
Date	10.3	10/2	11.3				
Visa	1/1	1/1					
EPD				-9.3.69		11	
Ref.	a. 163.1 / a. 162.3						

Monsieur l'Ambassadeur,

J'apprends, par un directeur de la maison Volkart à Karachi, que M. Wichser, délégué de cette maison à Chittagong et agent consulaire, va quitter le Pakistan en mai prochain. Son successeur, à la tête de la maison Volkart au Pakistan oriental, a déjà été désigné en la personne d'un ressortissant pakistanais.

Il se pose donc d'ores et déjà pour nous la question de savoir si nous voulons purement et simplement supprimer l'agence consulaire, ou si nous voulons rechercher un successeur à M. Wichser. Je ne vois réellement pas lequel de nos compatriotes pourrait actuellement reprendre cette fonction. L'un d'entre eux est établi à Dacca depuis un certain nombre d'années et s'occupe notamment d'exportation de peaux, mais je ne crois pas qu'il soit l'homme indiqué pour une telle tâche. Les candidats qui conviendraient le mieux sont les experts ou hôteliers, qui ne résident pas au Pakistan d'une façon durable.

Dans ces conditions, la fermeture pure et simple de l'agence consulaire paraît être, à première vue, la solution qui s'impose à l'esprit, étant donné le petit nombre de Suisses qui résident au Pakistan de l'Est. Toutefois, je me demande si, pour des raisons à la fois politiques et économiques, nous ne devrions pas étudier l'opportunité d'ouvrir à Dacca un consulat de carrière, puisque la solution du consul honoraire ne semble pas pouvoir être maintenue.

Il est difficile de savoir ce qui nous attend au Pakistan au cours des années à venir. Les esprits sont actuellement en état d'effervescence. Non seulement le Pakistan de l'est constitue un territoire à part, avec sa population de 60 millions d'âmes ou davantage et les 2'000 km de sol indien qui le sépare du Pakistan occidental, mais de plus il existe incontestablement un danger que tôt ou tard les deux provinces se séparent pour former deux Etats indépendants. De toute manière, il est probable que la constitution pakistanaise, dont la renonciation d'Ayub Khan à se porter candidat aux prochaines élections présidentielles, a d'ores et déjà amorcé la révision, prévoira, dès l'an prochain, une plus grande autonomie des deux provinces. Dans une solution extrême, déjà préconisée par un leader très populaire d'un groupe socialiste de l'opposition, seules

./.

les Affaires étrangères et l'armée seraient encore dans les compétences du pouvoir central. On peut donc se demander si nous n'aurions pas un intérêt à devancer les événements pour nous adapter d'ores et déjà non seulement à une autonomie toujours possible de la province orientale, mais aussi à une éventuelle "fédéralisation" du Pakistan, qui laisserait une grande liberté de mouvement au Pakistan oriental. Dans une telle éventualité, il ne fait pas de doute que nous aurions besoin d'un représentant à Dacca qui soit en contact avec les autorités et qui pourrait ainsi veiller à la sauvegarde de nos intérêts économiques. Dans bien des domaines, en effet, l'attitude des autorités peut être déterminante pour la conclusion de certaines affaires ou pour l'ouverture de certaines industries (voir par exemple le projet de création d'une fabrique de pesticides Ciba à Chittagong). Au point de vue politique, la présence d'un consulat à Dacca nous placerait certainement dans une position avantageuse au moment où la province orientale acquerrait une plus grande autonomie ou, à plus forte raison, se séparerait du Pakistan occidental. Et cet avantage pourrait aussi avoir ses répercussions sur le plan économique.

Je pense donc que les autorités fédérales devraient soigneusement étudier cette question à la lumière des récents événements qui se sont produits au Pakistan et en tenant compte de ceux qui pourraient encore se produire.

J'envoie une copie de cette lettre à la Division des affaires politiques, à la Division du Commerce et à notre Consul général, à Karachi, M. Tosio, avec lequel je n'ai pas encore eu l'occasion de discuter de cette question et qui ne manquera certainement pas de nous faire part prochainement de sa manière de voir.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

J. Masata